



BAHÁ'ÍS  
de FRANCE

Bureau des affaires extérieures

## **Vers une humanité prospère**

*Cette déclaration de la Communauté internationale bahá'íe,  
sur le concept de prospérité mondiale  
dans le contexte des enseignements bahá'ís  
a été commandée par la Maison universelle de Justice.*

*Haïfa, en Israël, 3 Mars 1995*

A peine imaginable il y a seulement dix ans, l'idéal d'un monde en paix prend forme et substance. Des obstacles qui longtemps parurent insurmontables se sont évanouis sur le chemin de l'humanité ; des conflits en apparence insolubles ont commencé à rendre les armes devant des processus de consultation et de résolution ; une volonté d'opposer une action internationale unie à une agression militaire fait peu à peu son chemin. On voit ainsi s'éveiller tant parmi les peuples du monde que parmi un grand nombre de dirigeants un certain espoir concernant le futur de notre planète, espoir qui a bien failli disparaître.

D'immenses énergies intellectuelles et spirituelles cherchent à s'exprimer à travers le monde, énergies dont la pression croissante est à la mesure des frustrations des dernières décennies. Partout des signes apparaissent montrant que les peuples de la terre aspirent à la fin des conflits, de la souffrance et de la destruction dont nul pays n'est désormais à l'abri. Il faut tirer parti de ces nouvelles aspirations au changement pour vaincre les dernières résistances à la concrétisation du rêve séculaire de paix mondiale. L'effort de volonté requis par une telle entreprise nécessite plus que de simples appels à lutter contre les innombrables maux qui affligent la société. Cet effort doit être stimulé par la perspective d'une humanité prospère au plein sens du terme, autrement dit par la prise de conscience des possibilités de bien-être matériel et spirituel désormais à sa portée. Tous les habitants de la planète devront en bénéficier, sans distinction et sans que ne soient imposées des conditions sans rapport avec les finalités essentielles d'une telle réorganisation des affaires humaines.

A ce jour, l'histoire a essentiellement rapporté le vécu de tribus, cultures, classes et nations. Avec l'unification physique de la planète au cours de ce siècle et la reconnaissance de l'interdépendance de tous ses habitants, l'histoire de l'humanité en tant qu'un seul peuple commence. Le long et lent processus de civilisation de la nature humaine a été un développement sporadique, inégal et, reconnaissons-le, souvent injuste quant aux avantages matériels qu'il a pu procurer. Néanmoins, les habitants de la terre, riches de toute la diversité génétique et culturelle acquise au cours des âges, sont désormais mis au défi de puiser dans leur patrimoine commun pour assumer en toute conscience et méthodiquement la responsabilité de concevoir leur avenir.

Comment imaginer formuler la prochaine étape de l'évolution de la civilisation sans remettre en cause les attitudes et postulats qui sous-tendent les approches actuelles du développement économique et social ? De toute évidence, il faudra repenser la politique en la matière dans ses aspects concrets ainsi que l'utilisation des ressources, les procédures de planification, les modes d'action et l'organisation. Ce faisant, des questions fondamentales ne tarderont pas à se poser : quels buts faut-il poursuivre à long terme ? quelles sont les structures sociales nécessaires ? quelles sont les implications pour le développement des principes de justice sociale ? quels sont la nature et le rôle du savoir dans la promotion d'un changement durable ? En effet, cette nouvelle façon de considérer les choses conduira nécessairement à la recherche d'un large consensus sur la compréhension même de la nature humaine.

Deux voies s'ouvrent directement à nous pour débattre de ces questions, qu'elles soient conceptuelles ou pratiques, et c'est en empruntant ces voies que nous souhaitons explorer, dans les pages qui suivent, le thème d'une stratégie de développement mondial. La première concerne les opinions dominantes sur la nature et la finalité du processus de développement ; la seconde porte sur les rôles attribués aux différents acteurs de ce processus.

Les postulats qui président à la plupart des systèmes de planification du développement sont essentiellement matérialistes. Autrement dit, le but du développement est défini comme la mise en œuvre réussie, dans toutes les sociétés, de dispositifs permettant d'atteindre la prospérité matérielle, lesquels, après des succès et revers, caractérisent déjà certaines parties du monde. En effet, quelque chose est en train de changer dans le discours sur le développement pour s'adapter aux différences de cultures et de systèmes politiques et répondre aux graves menaces qui pèsent sur l'environnement. Cependant, les postulats matérialistes sous-jacents ne sont pour l'essentiel guère contestés.

Au soir du vingtième siècle, il n'est plus possible de persister dans la croyance selon laquelle l'approche du développement économique et social issue de la conception matérialiste de la vie puisse répondre aux besoins de l'humanité. Les prévisions optimistes quant aux transformations que cette approche aurait dû engendrer se sont évanouies dans l'abîme sans cesse grandissant qui sépare les niveaux de vie d'une petite minorité de la population mondiale en diminution relative, de la pauvreté qui afflige la grande majorité des habitants de la planète.

Cette crise économique sans précédent, associée à l'effondrement social qu'elle a contribué à provoquer, témoigne d'une profonde erreur de conception de la nature humaine. En effet, les niveaux de réponse suscités chez l'être humain par les incitations de l'ordre établi se révèlent non seulement insuffisants mais paraissent inappropriés au vu des événements mondiaux. Cela nous montre que tant que le développement sociétal ne trouvera pas un but qui dépasse la simple amélioration des conditions de vie matérielles, il n'atteindra même pas cet objectif. Ce but est à rechercher dans les dimensions spirituelles de la vie et de la

motivation qui transcendent un paysage économique en perpétuel changement ainsi qu'une partition artificiellement imposée des sociétés humaines en « développées » et « en développement ».

Tout en redéfinissant l'objectif du développement, il va devenir nécessaire de réexaminer les postulats concernant les rôles pertinents que les différents acteurs du processus sont amenés à jouer. Inutile de s'étendre, quel que soit le niveau, sur celui crucial du gouvernement. Les générations futures auront cependant du mal à comprendre qu'à une époque où l'on valorise une philosophie égalitaire et ses principes démocratiques, la planification du développement ne considère les peuples de la terre que comme de simples réceptacles des bénéfices tirés de l'assistance et de la formation reçus. Malgré la reconnaissance d'un principe de participation, la marge de décision consentie à la plupart des populations du monde est au mieux anecdotique, réduite à un éventail de choix formulés par des institutions qui leurs sont inaccessibles et déterminée par des objectifs qui souvent sont incompatibles avec leurs perceptions de la réalité.

Cette approche est même adoptée, implicitement si ce n'est explicitement, par les religions établies. Accablée par une longue tradition de paternalisme, la pensée religieuse dominante semble incapable de traduire l'expression d'une foi dans la dimension spirituelle de la nature humaine en une confiance en la capacité collective de l'humanité à transcender sa condition matérielle.

Une telle attitude fait l'impasse sur la signification de ce qui est probablement le phénomène social le plus important de notre époque : s'il est vrai que les gouvernements de la planète s'efforcent par le biais du système des Nations unies de construire un nouvel ordre mondial, il est tout aussi vrai que cette même vision galvanise les peuples du monde. Leur réaction a pris la forme d'une soudaine prolifération, aux niveaux local, régional et international, d'innombrables mouvements et organisations œuvrant pour le changement social. Les droits de l'homme, l'avancement de la condition féminine, les exigences sociales d'un développement économique durable, la lutte contre les préjugés, l'éducation morale des enfants, l'alphabétisation, les soins primaires de santé et une multitude d'autres questions vitales, tout cela exige le soutien urgent d'organisations où milite, dans toutes les parties du globe, un nombre croissant d'individus.

Cette réponse des peuples du monde aux besoins criants de l'époque fait écho à l'appel lancé par Bahá'u'lláh, il y a plus d'un siècle : « Enquérez-vous soigneusement des besoins de l'âge où vous vivez et que toutes vos délibérations portent sur ce que cet âge requiert. ». Cette transformation dans la façon dont un grand nombre de gens ordinaires en vient à se considérer, radicale du point de vue de l'histoire de la civilisation, soulève des questions fondamentales quant au rôle à assigner à l'ensemble de l'humanité dans l'élaboration du devenir de notre planète.

Le fondement même d'une stratégie qui peut engager la population mondiale à assumer la responsabilité de son destin collectif doit être la conscience de l'unité de l'humanité. D'une simplicité trompeuse dans la perception populaire, le concept d'une humanité formant un seul peuple implique une remise en cause fondamentale de la manière dont la plupart des institutions de la société contemporaine fonctionne. Que ce soit le principe de procédure contradictoire qui structure les institutions publiques, le principe de confrontation des plaidoiries qui inspire une grande partie du droit civil, l'apologie de la lutte entre les classes et les groupes sociaux ou encore l'esprit de compétition qui règne sur tant d'aspects de la vie moderne, le conflit est partout accepté comme le ressort fondamental des relations humaines. Il n'est qu'une autre expression, dans l'organisation de la société, d'une interprétation matérialiste de la vie qui s'est progressivement imposée au cours de ces deux derniers siècles.

Dans une lettre adressée à la reine Victoria il y a plus d'un siècle, Bahá'u'lláh compare le monde au corps humain, employant par là une analogie qui montre le seul modèle prometteur d'organisation d'une société planétaire. Il n'existe en effet dans le monde phénoménal aucun autre modèle vers lequel nous pourrions raisonnablement nous tourner. La société humaine n'est pas simplement composée d'une masse de cellules différenciées, mais de groupements d'individus pourvus chacun d'intelligence et de volonté. Les modes de fonctionnement caractéristiques de la biologie humaine illustrent les principes fondamentaux de l'existence et en premier lieu celui de l'unité dans la diversité. Paradoxalement, c'est précisément le caractère global et la complexité de l'ordre régissant la constitution du corps humain – et la parfaite intégration des cellules dans cet ensemble – qui permet la pleine expression des capacités spécifiques inhérentes à chacun de ses composants. Aucune cellule ne vit séparée du corps, que ce soit pour son apport au fonctionnement de l'ensemble ou pour recevoir sa part du bien-être général. Le bien-être physique ainsi obtenu trouve sa raison d'être dans la l'expression possible de la conscience humaine. Autrement dit, la finalité du développement biologique transcende la simple existence du corps et de ses éléments.

Ce qui est vrai de la vie de l'individu l'est tout autant de la société humaine. Le genre humain est un tout organique, à la pointe du processus d'évolution. Que la conscience humaine agisse nécessairement au travers d'une infinie diversité d'individualités et de motivations ne porte en rien atteinte à son unité essentielle. C'est justement cette diversité intrinsèque qui différencie l'unité de l'homogénéité ou de l'uniformité. Les peuples du monde sont aujourd'hui confrontés à la nécessité d'entrer collectivement dans l'âge de maturité nous dit Bahá'u'lláh, et c'est au travers de cette

maturité émergente de la race humaine que le principe d'unité dans la diversité trouvera sa pleine expression. Depuis ses lointains débuts dans le renforcement de la vie familiale, le processus d'organisation de la société est passé successivement de simples structures claniques et tribales, en diverses formes de sociétés urbaines, à la naissance de l'État-nation, chaque étape offrant aux individus une profusion d'opportunités nouvelles dans l'exercice de leurs capacités.

Il est clair que le progrès de l'humanité ne s'est pas fait au détriment des individualités. Plus l'organisation de la société s'est développée, plus elle a permis aux êtres humains d'exprimer les facultés latentes en chacun d'eux. La relation individu-société étant réciproque, la transformation désormais nécessaire doit s'opérer aussi bien dans les consciences que dans la structure des institutions sociales. C'est dans les opportunités offertes par cette double transformation qu'une stratégie de développement mondial trouvera son objectif. À ce stade crucial de l'histoire, cet objectif ne peut être que d'établir les fondations durables sur lesquelles bâtir progressivement une civilisation planétaire.

Poser les fondations d'une civilisation mondiale requiert la création de lois et d'institutions de nature et de portée universelles. L'effort ne pourra être engagé que lorsque le concept de l'unité de l'humanité aura été accepté sans réserve par ceux en charge de la prise de décisions et lorsque les principes qui en découlent seront propagés à la fois par les systèmes éducatifs et les médias de masse. Une fois ce seuil franchi, le mouvement ainsi déclenché poussera les peuples de la terre à formuler des objectifs communs et à s'engager à les atteindre. Seul un changement de cap aussi radical pourra également les protéger des vieux démons des luttes ethniques et religieuses. Ce n'est qu'au travers de la prise de conscience naissante qu'ils ne forment qu'un seul peuple que les habitants de la planète pourront de se détourner des schémas conflictuels qui ont dominé l'organisation de la société dans le passé et qu'ils commenceront à emprunter les voies de la collaboration et de la conciliation Bahá'u'lláh écrit : « Le bien-être de l'humanité, sa paix et sa sécurité ne pourront être obtenus que si son unité est fermement établie ».

## II

La justice est la seule force qui peut transformer la conscience naissante de l'unité de l'humanité en une volonté collective capable d'ériger en toute confiance les structures nécessaires à une vie communautaire mondiale. À une époque où les peuples du monde accèdent tous les jours davantage à une grande diversité d'informations et

d'idées, la justice s'imposera comme le principe directeur d'une organisation efficace de la société. Les propositions visant au développement de la planète seront de plus en plus souvent amenées à être jugées à l'aune de ses critères.

Au niveau de l'individu, la justice est cette faculté de l'âme humaine qui permet à chacun de distinguer le vrai du faux. Bahá'u'lláh affirme qu'elle est, aux yeux de Dieu, « la chose préférée » puisqu'elle permet à chaque individu de voir par ses propres yeux plutôt que par ceux des autres, de connaître par sa propre pensée plutôt que par celle de son voisin ou de ses pairs. Elle exige de chacun un jugement impartial, un comportement équitable envers autrui ; elle est donc une compagne constante, mais exigeante, de la vie quotidienne.

Au niveau d'un groupe, le souci de justice est la boussole indispensable lors d'une prise de décision collective, car il constitue le seul moyen de parvenir à l'unité de pensée et d'action. Loin d'encourager l'esprit répressif qui s'est si souvent dissimulé derrière son nom par le passé, la justice est l'expression concrète de la conscience, qu'en matière de progrès humain, les intérêts de l'individu et ceux de la société sont inextricablement liés. Dans la mesure où la justice devient un principe directeur en matière de relations humaines, un climat de consultation s'installe qui permet d'examiner, sans passion, les options en présence et d'adopter une ligne de conduite appropriée. Dans un tel climat, les éternelles tendances à la manipulation et à l'esprit partisan sont bien moins susceptibles de détourner le processus de prise de décision.

Les implications en matière de développement économique et social sont profondes. Le souci de justice préserve l'action de définir le progrès de la tentation de sacrifier le bien-être de la majeure partie de l'humanité – voire de la planète elle-même – aux bénéfices que les avancées technologiques peuvent apporter à des minorités privilégiées. En matière de conception et de planification, il évite que des ressources limitées ne soient détournées au profit de projets sans rapport avec les priorités économiques et sociales fondamentales d'une communauté. Par-dessus tout, seuls les programmes de développement considérés comme susceptibles de satisfaire leurs besoins et dont les objectifs sont justes et équitables peuvent espérer obtenir l'adhésion des masses de l'humanité, sur lesquelles repose leur mise en œuvre. Les qualités appropriées d'honnêteté, d'ardeur au travail et d'esprit de coopération sont mobilisées avec succès, dans l'accomplissement d'objectifs communs extrêmement ambitieux, lorsque tous les membres de la société – en fait tous les groupes qui la composent – sont confiants d'être protégés par des normes et assurés d'une répartition équitable des bénéfices.

Ainsi la question des droits de l'homme se retrouve-t-elle au cœur du débat sur une stratégie de développement économique et social. Concevoir une telle stratégie exige de se défaire de l'emprise des fausses dichotomies qui ont longtemps tenu en otage la question de la promotion des droits de l'homme. Se préoccuper d'assurer à tous une liberté de pensée et d'action menant à l'épanouissement personnel ne justifie pas

cette dévotion au culte de l'individualisme qui corrompt si profondément tant d'aspects de la vie contemporaine. Pas plus que de se soucier du bien-être de la société dans son ensemble n'implique de déifier l'État, supposé être la source du bien-être de l'humanité. Bien au contraire, l'histoire du vingtième siècle montre à l'évidence que ces idéologies et les démarches partisans auxquelles elles conduisent se révèlent être les principaux obstacles aux intérêts qu'elles prétendent servir. Ce n'est que dans un cadre consultatif rendu possible par la conscience de l'unité organique de l'humanité que la question des droits de l'homme, sous toutes ses facettes, pourra trouver une expression légitime et créative.

Aujourd'hui, l'organisme à qui revient la tâche de créer ce cadre et de libérer la promotion des droits de l'homme de ceux qui voudraient l'exploiter est le système des institutions internationales issu des tragédies qu'ont été deux guerres mondiales désastreuses et de l'expérience d'une crise économique planétaire. Il est révélateur que l'expression « droits de l'homme » ne soit d'emploi courant que depuis la promulgation de la charte des Nations unies en 1945 et l'adoption de la déclaration universelle des droits de l'homme trois ans plus tard. Dans ces documents qui ont contribué à écrire l'histoire, il est officiellement reconnu que l'instauration de la paix dans le monde doit aller de pair avec le respect de la justice sociale. Le fait que cette déclaration ait été votée en assemblée générale sans aucune opposition lui a conféré d'emblée une autorité qui n'a depuis cessé de se renforcer.

L'activité la plus intimement liée à la conscience, qui est le propre de la nature humaine, est la faculté d'explorer personnellement la réalité. La liberté de rechercher le but de l'existence et de développer les dons qui le permette a besoin d'être protégée. Les êtres humains doivent accéder librement au savoir. Qu'une telle liberté soit souvent dévoyée et que ce dévoiement soit de façon flagrante encouragé par certains aspects de la société contemporaine n'enlève rien à la validité de cette aspiration.

Cette aspiration propre à la conscience humaine constitue la justification morale de nombre des droits inscrits dans la déclaration universelle et autres conventions associées. Certains de ses aspects tels que l'éducation universelle, la liberté de mouvement, l'accès à l'information et la possibilité de participer à la vie politique nécessitent une garantie formelle de la part de la communauté internationale. Il en est de même de la liberté de pensée et de croyance, incluant la liberté religieuse, ainsi que du droit d'avoir des opinions et de les exprimer de manière appropriée.

L'humanité étant une et indivisible, chacun de ses membres en est un gage dès la naissance. Cette responsabilité constitue le fondement moral de la plupart des autres droits - économiques et sociaux essentiellement - que les instruments des Nations unies tentent également de définir : le droit à la sécurité de la famille et du foyer, le droit à la propriété et à la vie privée. La communauté pour sa part a, entre autres, l'obligation de fournir du travail, des soins de santé physique et mentale, d'assurer une sécurité

sociale, un salaire équitable, des périodes de repos et de loisirs et toute une série d'autres services que les membres d'une société peuvent légitimement attendre d'elle.

Ce principe de responsabilité collective signifie également que chacun est en droit d'attendre des lois nationales et internationales qu'elles préservent les conditions culturelles essentielles à son identité. À l'instar du rôle joué par le patrimoine génétique dans la vie biologique de l'être humain et de son environnement, l'immense richesse de notre variété culturelle acquise au fil des millénaires est vitale pour le développement économique et social d'une espèce humaine qui atteint sa maturité collective. Elle représente un héritage dont on devrait pouvoir récolter les fruits dans le cadre d'une civilisation mondiale. Il faut, d'une part, protéger les expressions culturelles des influences matérialistes étouffantes actuellement à l'œuvre et d'autre part permettre aux cultures d'interagir dans des modèles de civilisation en constante mutation, libres de toute manipulation à des fins de politique partisane.

Bahá'u'lláh dit : « La lumière des hommes est la justice. Que les vents contraires de l'oppression et de la tyrannie ne l'éteignent pas. L'objet de la justice est de faire apparaître l'unité parmi les hommes. Les vagues de la sagesse divine déferlent dans cette parole exaltée dont le sens profond ne saurait être contenu dans les livres du monde. »

### III

Pour que le standard des droits de l'homme que la communauté des nations est en train d'élaborer acquière force de norme internationale prééminente, une redéfinition fondamentale des relations humaines s'impose. Les conceptions actuelles de ce qui est naturel et convenable en terme de relations – entre les êtres humains eux-mêmes, entre eux et la nature, entre l'individu et la société ou encore entre les membres de la société et ses institutions – sont le reflet de niveaux de compréhension atteints au cours des étapes antérieures de son évolution par une espèce humaine encore immature. S'il est vrai que l'humanité arrive maintenant à l'âge adulte, que tous les habitants de la planète ne forment qu'un seul peuple et que la justice devient le principe directeur de l'organisation de la société, alors les conceptions actuelles nées de l'ignorance de ces réalités émergentes doivent être reformulées.

Le mouvement dans cette direction commence à peine à s'ébaucher. Il conduira peu à peu à une nouvelle compréhension de la nature même de la famille et des droits et devoirs de chacun de ses membres. Il transformera entièrement le rôle des femmes à tous les niveaux de la



société. Il aura des effets considérables sur la redéfinition du rapport que l'individu entretient avec son travail et sur la compréhension de la place que doit prendre l'activité économique dans la vie de chacun. Il conduira à des transformations profondes quant à la façon de gérer les affaires humaines et aux institutions créées à cette fin. Sous son influence le travail d'organisations non-gouvernementales de plus en plus nombreuses va avoir tendance à se rationaliser. Ce mouvement permettra la création d'une législation contraignante aussi bien pour la protection de l'environnement que pour la satisfaction des besoins de développement de tous les peuples. En définitive, la restructuration ou la transformation du système des Nations unies que ce mouvement est déjà en train de provoquer aboutira à n'en point douter à l'établissement d'une fédération mondiale des nations disposant de ses propres organes législatifs, judiciaires et exécutifs.

Au cœur de cette redéfinition du système des relations humaines se trouve le processus que Bahá'u'lláh appelle la consultation. « Pour toutes choses il est nécessaire de se consulter », conseille-t-il, « La maturité du don de la compréhension est rendue manifeste à travers la consultation. »

Le niveau de recherche de la vérité qu'exige ce processus va bien au-delà des modèles de négociation et de compromis qui caractérisent le débat actuel sur les affaires humaines. Il ne peut être obtenu - et se trouve en tout cas sérieusement handicapé - par cette culture de contestation qui constitue une autre caractéristique majeure de la société contemporaine. Débats, propagande, procédés contradictoires ainsi que tout l'appareil de la politique partisane qui sont depuis longtemps l'apanage de l'action collective sont fondamentalement nuisibles à l'objectif recherché, à savoir parvenir à un consensus sur la réalité d'une situation donnée et faire le choix le plus judicieux parmi les différentes options possibles du moment.

Dans le processus de consultation que Bahá'u'lláh appelle de ses vœux, les participants s'efforcent d'aller au-delà de leurs points de vue afin de pouvoir fonctionner comme les membres d'un organe doté de ses propres intérêts et objectifs. Dans une telle atmosphère, caractérisée par la franchise et la courtoisie, l'individu n'est pas propriétaire des idées qui lui sont apparues pendant la discussion, elles appartiennent au groupe dans son ensemble, qui dès lors est libre de les accepter ou non, ou encore de les revisiter pour servir au mieux l'objectif poursuivi. Une consultation n'est couronnée de succès que dans la mesure où tous les participants adhèrent aux décisions prises et ce quelle que soit l'opinion qu'ils aient pu avoir chacun au départ. Dans de telles conditions, il devient aisé de revenir sur une décision prise antérieurement si celle-ci révèle des inconvénients à l'usage.

De ce point de vue, la consultation est l'expression de la justice opérant dans les affaires humaines. Si vitale pour la réussite de toute entreprise collective, la consultation constitue un élément de base d'une stratégie de développement économique et social viable. En effet, la participation des individus sur lesquels repose le succès d'une telle

stratégie ne devient effective que dans la mesure où la consultation est le principe organisateur de chaque projet. « Aucun être ne pourra atteindre son vrai rang que par son équité », conseille Bahá'u'lláh, « Aucun pouvoir ne pourra exister que par l'unité. Aucun bonheur et aucun bien-être ne pourront être atteints que par la consultation. »

#### IV

Les tâches qu'implique le développement d'une société mondiale nécessitent des niveaux de compétence qui dépassent largement tout ce que l'espèce humaine a été capable de mobiliser jusqu'ici. Atteindre ces niveaux va requérir une expansion considérable de l'accès à la connaissance, tant de la part des individus que des structures de la société. L'éducation universelle apportera certes une contribution majeure à ce processus de développement des capacités, mais l'effort ne portera ses fruits que dans la mesure où les affaires humaines seront réorganisées de manière à ce qu'individus et groupes dans tous les secteurs de la société aient la possibilité d'acquérir la connaissance et de l'appliquer dans l'élaboration des affaires humaines.

Tout au long de l'histoire, deux systèmes de connaissance ont permis à la conscience humaine d'exprimer progressivement ses potentialités : la science et la religion. À travers elles, le vécu de l'homme s'organisa, son environnement fut interprété, ses pouvoirs latents explorés et sa vie morale et intellectuelle disciplinée. Science et religion furent les vraies créatrices de la civilisation. Avec le recul, il est évident que cette double structure a surtout été efficace dans les périodes où, chacune dans sa sphère, la religion et la science ont su travailler de concert.

Le respect presque universel dont jouit aujourd'hui la science étant chose acquise, il n'est pas nécessaire d'insister sur ses titres de noblesse. Dans le cadre d'une stratégie de développement économique et social, la question est plutôt de savoir comment doit s'organiser l'activité scientifique et technique. S'il s'agit surtout de préserver les intérêts d'élites établies vivant dans un petit nombre de pays, il est évident que l'énorme fossé qu'un tel système a déjà creusé entre riches et pauvres de la planète continuera de s'élargir, avec les conséquences désastreuses pour l'économie mondiale que l'on connaît déjà. En effet, si l'on continue de considérer les membres de l'humanité pour la plupart comme de simples consommateurs de produits de la science et de la technologie fabriqués ailleurs, on pourra difficilement appeler « développement » des programmes soi-disant conçus pour répondre à leurs besoins.

Un défi central, donc – et un défi colossal – réside dans le développement de l'activité scientifique et technique. Des instruments de mutation sociale et économique aussi puissants ne doivent plus être l'apanage de certains segments privilégiés de la société et doivent être réorganisés de telle sorte que chacun, où qu'il soit, puisse prendre part à ce type d'activité sur la base de ses compétences. En dehors de la création de programmes qui rendent disponible l'éducation nécessaire à tous ceux qui sont capables d'en bénéficier, une telle réorganisation nécessitera l'établissement de centres d'apprentissage viables à travers le monde, lesquelles institutions augmenteront la capacité des peuples du monde à prendre leur part dans la création et la mise en application de la connaissance. Bien que reconnaissant les grandes différences d'aptitudes qui peuvent exister entre les individus, une stratégie de développement doit se fixer comme but majeur de donner les moyens à tout habitant de la terre d'aborder, sur un pied d'égalité, les processus scientifiques et techniques qui constituent un droit de naissance. Les arguments habituels en faveur du statu quo sont de moins en moins convaincants dans la mesure où la révolution accélérée des technologies de la communication met maintenant l'information et la formation à portée de vastes populations, où qu'elles se trouvent et quelles que soient leurs cultures.

Quoique de nature différente, les défis que devra relever l'humanité dans sa vie religieuse sont tout aussi impressionnants. L'idée que la nature humaine possède une dimension spirituelle – en fait que son identité fondamentale est spirituelle – est une vérité qui, pour la grande majorité de la population mondiale, n'est pas à démontrer. C'est une perception de la réalité que l'on peut retrouver dans les toutes premières traces de civilisation et qui fut entretenue pendant des millénaires par chacune des grandes traditions religieuses de l'histoire de l'humanité. Ce sont ses accomplissements durables dans les domaines de la loi, des arts et son influence civilisatrice sur les relations humaines qui constituent la quintessence de l'histoire et lui donnent un sens. Sous une forme ou sous une autre, la religion inspire et influence au quotidien la vie de la plupart des gens sur terre et, comme le montrent de façon dramatique les événements actuels, les désirs qu'elle éveille sont insatiables et infiniment puissants.

Il en ressort à l'évidence que tout effort visant à promouvoir le progrès humain devrait chercher à mettre à contribution des potentialités aussi universelles qu'immensément créatives. Pourquoi, dès lors, les enjeux spirituels auxquels l'humanité est confrontée n'ont-ils pas été au cœur du discours sur le développement ? Pourquoi la plupart des priorités – en fait la plupart des convictions qui le fondent – du programme de développement international n'ont-elles été jusqu'à présent déterminées que par ces conceptions matérialistes auxquelles seules quelques minorités de la population mondiale adhèrent ? Quel poids donner à une déclaration qui affiche son adhésion au principe de la participation universelle tout en niant la validité même de l'expérience culturelle définissant les participants ?

On peut objecter que les questions spirituelles et morales ayant été historiquement liées à des doctrines théologiques concurrentes et qu'on ne peut objectivement prouver, celles-ci ne rentrent pas dans le cadre des préoccupations de la communauté internationale en matière de développement. Leur accorder quelque importance reviendrait précisément à ouvrir la porte à ces influences dogmatiques qui ont nourri tant de conflits sociaux et entravé le progrès humain. Un tel argument comporte sans aucun doute une part de vérité. Les représentants des différents systèmes théologiques portent une lourde responsabilité, non seulement pour le discrédit dans lequel la foi elle-même est tombée aux yeux de nombreux penseurs progressistes, mais aussi pour les inhibitions et distorsions créées dans le discours permanent de l'humanité sur le sens du spirituel. En conclure néanmoins que la réponse consiste à décourager la recherche de la réalité spirituelle et à ignorer les racines les plus profondes de la motivation humaine est une illusion évidente. Un tel niveau de censure a été atteint dans l'histoire récente et l'unique conséquence en a été de remettre la conception du futur de l'humanité entre les mains d'une nouvelle orthodoxie qui soutient que la vérité est amoral et que les faits sont dénués de valeur.

En ce qui concerne cette existence terrestre, beaucoup des plus grandes réalisations de la religion ont été de nature morale. Grâce à ses enseignements et à l'exemple de vies qui en furent illuminées, des masses de gens, à toutes époques et en tous lieux, ont développé la capacité d'aimer. Ils ont appris à discipliner le côté animal de leur nature, à faire de grands sacrifices pour le bien commun, à pratiquer le pardon, la générosité et la confiance, à utiliser richesse et autres ressources pour servir le progrès de la civilisation. Des systèmes institutionnels furent conçus pour traduire sur une vaste échelle ces avancées morales dans les normes de la vie sociale. Même obscurcis par des accrétions de dogmes et détournés par des conflits sectaires, les élans spirituels provoqués par des personnages transcendants tels que Krishna, Moïse, Bouddha, Zoroastre, Jésus et Mahomet ont été d'une influence majeure dans le processus de civilisation de la nature humaine.

Puisque le défi pour l'humanité est d'accroître ses aptitudes au travers d'une vaste extension de l'accès à la connaissance, la stratégie qu'il s'agit de mettre en œuvre doit être construite autour d'un dialogue continu et s'intensifiant entre science et religion. C'est un truisme - cela devrait l'être aujourd'hui en tout cas - que d'affirmer que dans chaque sphère de l'activité humaine et à chaque niveau, les inspirations et compétences qui constituent les avancées de la science devraient être orientées par la force de l'engagement spirituel et des principes moraux afin d'en permettre une application appropriée. Les gens doivent apprendre, par exemple, à distinguer un fait d'une hypothèse - c'est à dire à faire la différence entre opinion subjective et réalité objective. La mesure dans laquelle les individus et institutions ainsi préparés contribueront au progrès humain sera, toutefois, déterminée par leur attachement à la vérité et par leur capacité à se détacher des tentations de leurs propres intérêts et passions. Une autre faculté que la science doit développer chez

tous les peuples est celle de penser en termes de processus, y compris de processus historique. Cependant, si ce progrès intellectuel doit finalement contribuer à promouvoir le développement, sa perspective doit s'affranchir de tout préjugé de race, de culture, de sexe ou de croyance sectaire. De même, la formation qui permettra aux habitants de la terre de participer à la production de richesses ne contribuera au développement que dans la mesure où l'élan généré sera éclairé par cette perception spirituelle : servir l'humanité est la raison d'être de la vie individuelle comme de l'organisation de la société.

## V

C'est dans une démarche d'élévation du niveau des capacités humaines par la généralisation du savoir que l'on doit traiter les problèmes économiques auxquels l'humanité est confrontée. Comme l'expérience des dernières décennies l'a amplement démontré, les projets et retombées matérielles ne peuvent être considérés comme une fin en soi. S'ils pourvoient aux besoins élémentaires de l'humanité (habitat, nourriture, santé...), leur valeur réelle réside en ce qu'ils permettent d'étendre la portée des capacités humaines. Par conséquent, le rôle le plus important que des efforts économiques puissent jouer dans un processus de développement consiste à doter les gens et les institutions de moyens leur permettant d'atteindre le but réel du développement, à savoir jeter les bases d'un nouvel ordre social qui puisse cultiver les potentialités illimitées latentes dans la conscience humaine.

La pensée économique est ainsi mise au défi d'accepter sans ambiguïté cet objectif du développement, ainsi que le rôle qu'elle doit jouer en favorisant la création des moyens qui permettront de l'atteindre. Alors seulement les sciences économiques et apparentées, dégagées du poids des préoccupations matérialistes qui les en détournent, pourront exprimer leur potentiel en tant qu'outils vitaux pour la réalisation du bien-être humain dans le plein sens du terme. Nulle part ailleurs la nécessité d'un dialogue rigoureux entre le travail scientifique et les perspectives de la religion n'est aussi évidente.

Le problème de la pauvreté en est un exemple typique. Les projets visant à améliorer la situation reposent sur la conviction qu'existent – ou que peuvent être créées par les efforts scientifiques et technologiques – des ressources matérielles à même d'atténuer et finalement d'éradiquer totalement cette condition séculaire de la vie humaine. La principale raison pour laquelle ce but n'est pas atteint est que les nécessaires avancées scientifiques et techniques répondent à un ensemble de priorités

marginales par rapport aux véritables intérêts de la plus grande partie de l'humanité. Si l'on veut réussir à soulager le monde du fardeau de la pauvreté, une révision radicale de ces priorités s'impose. Une telle réalisation exige de s'engager résolument dans la recherche de valeurs pertinentes, recherche qui mettra à rude épreuve les ressources spirituelles et scientifiques de l'humanité. La religion verra sa contribution à cette entreprise commune sévèrement entravée tant qu'elle restera prisonnière de doctrines sectaires qui confondent contentement et simple passivité et qui enseignent que la pauvreté fait partie intégrante de la vie humaine dont on ne sera libéré que dans l'autre monde. Pour participer de façon efficace à ce combat pour le bien-être matériel de l'humanité, l'esprit de la religion doit trouver – dans la source d'où jaillit son inspiration – de nouveaux concepts et principes spirituels en accord avec une époque qui cherche à établir l'unité et la justice parmi les hommes.

Le chômage soulève des questions similaires. Dans la pensée contemporaine, le concept de travail a été le plus souvent réduit à une activité lucrative ayant pour but l'acquisition de moyens de consommer les biens disponibles. Le système est circulaire : achat et consommation permettent de maintenir et d'augmenter une production qui, à son tour, contribue à la création d'emplois rémunérés. Prises séparément, toutes ces activités sont nécessaires au bien-être de la société. Pourtant, l'inadéquation de la conception d'ensemble est mise en évidence aussi bien par l'apathie que les observateurs sociaux notent chez un grand nombre de travailleurs aux quatre coins du monde que par la démoralisation des armées sans cesse croissantes de chômeurs.

On ne peut s'étonner, dès lors, de la prise de conscience graduelle que le monde a un besoin urgent d'une nouvelle « éthique du travail ». Là encore, rien de moins que les perspectives résultant d'une interaction créative entre les systèmes de connaissance scientifique et religieux ne pourront produire une réorientation si fondamentale des habitudes et attitudes. À la différence des animaux qui dépendent, pour se nourrir, de ce que leur environnement leur offre, les humains sont poussés à exprimer leurs immenses capacités latentes au travers d'un travail productif conçu pour satisfaire leurs besoins et ceux de leurs semblables. Ils participent ainsi à leur niveau, si modeste soit-il, au progrès de la civilisation. Ils réalisent des objectifs qui les unissent aux autres. Si un travail est entrepris en toute conscience dans un esprit de service à l'humanité, Bahá'u'lláh dit qu'il est une forme de prière, un moyen d'adorer Dieu. Tout individu possède la capacité de se voir ainsi et c'est à cette capacité inaliénable de l'être qu'une stratégie de développement doit faire appel, quels que soient la nature des buts poursuivis et des résultats attendus. Aucune perspective plus restreinte ne pourra jamais mobiliser suffisamment les peuples du monde pour qu'ils s'engagent à fournir les immenses efforts que les impératifs économiques à venir exigeront.

La crise environnementale constitue un défi similaire pour la pensée économique. Il est aujourd'hui objectivement démontré que les théories, fondées sur une croyance en une nature dotée d'une capacité illimitée à répondre à toutes les exigences humaines, sont erronées. Une culture qui

attache une valeur absolue à l'expansion, à l'acquisition et à la satisfaction des désirs se voit confrontée à une évidence : de tels buts ne suffisent pas, en eux-mêmes, à déterminer une politique réaliste. Les approches des problèmes économiques se révèlent tout aussi inadéquates : les outils de prise de décision sont incompatibles avec le fait que la plupart des défis majeurs sont mondiaux plutôt que locaux.

L'espoir sincère que cette crise morale peut être résolue d'une manière ou d'une autre en déifiant la nature elle-même, n'est qu'un signe évident du désespoir spirituel et intellectuel engendré par cette crise. Si bienvenue qu'elle soit, la reconnaissance que la création est un tout organique et que l'humanité a le devoir d'en prendre soin ne constitue pas, en elle-même, un moyen suffisant pour établir un nouveau système de valeurs dans la conscience des peuples. C'est seulement au prix d'une avancée décisive dans la compréhension, scientifique comme spirituelle au plein sens de ces termes, que l'espèce humaine aura la force d'assumer les responsabilités que lui imposent l'histoire.

Chacun devra tôt ou tard retrouver ce qui était considéré jusqu'à une période relativement récente comme des caractéristiques essentielles de l'humain, la capacité par exemple à savoir se contenter de peu, à accepter la discipline morale et le sens du devoir. À maintes reprises dans l'histoire, les enseignements des fondateurs des grandes religions furent à même d'inculquer ces qualités aux masses qui répondaient à leur message. Ces qualités sont encore plus indispensables aujourd'hui qu'hier, mais leur expression doit désormais prendre une forme compatible avec la maturité de l'humanité. Ici encore, la religion va devoir se libérer des obsessions du passé : le contentement n'est pas du fatalisme, la moralité n'a rien à voir avec le puritanisme mortifère qui a si souvent prétendu parler en son nom et un réel sens du devoir n'entraîne pas un sentiment d'autosatisfaction mais d'estime de soi.

Le refus persistant fait aux femmes d'une égalité complète avec les hommes rend plus aigu encore le défi que la science et la religion ont à relever dans la vie économique de l'humanité. Pour tout observateur impartial, aucune réflexion réaliste sur le bien-être futur de la terre et de ses habitants ne peut ignorer le principe fondamental de l'égalité des sexes. Cette vérité sur la nature humaine est restée largement méconnue durant les longues périodes d'enfance et d'adolescence de l'humanité. « L'homme et la femme ont été et seront toujours égaux aux yeux de Dieu », voilà ce qu'affirme solennellement Bahá'u'lláh. L'âme rationnelle n'a pas de sexe et quelles que soient les injustices sociales qui aient pu, dans le passé, être dictées par des exigences de survie, elles ne sont plus, à l'évidence, justifiées alors que l'humanité est au seuil de sa maturité. Un engagement à établir une complète égalité entre hommes et femmes, dans tous les domaines et à chaque niveau de la société, sera une condition essentielle du succès des efforts entrepris pour concevoir et mettre en œuvre une stratégie de développement d'ampleur mondiale.

En fait, tout progrès dans ce domaine sera, en lui-même et dans une large mesure, un critère d'évaluation de la réussite d'un programme de développement. Étant donné le rôle vital de l'activité économique dans le progrès de la civilisation, l'accès des femmes à toutes les possibilités d'entreprendre dans la sphère économique sera un bon indicateur du rythme de progression du développement. Le défi dépasse la répartition équitable des chances, aussi important que soit cet aspect de la question. Il exige de repenser de fond en comble les questions économiques afin qu'elles intègrent complètement tout un champ de l'expérience et de l'inspiration humaine jusque-là largement exclu du discours. Les modèles économiques classiques de marchés anonymes dans lesquels des humains autonomes prennent des décisions égocentristes ne seront plus adaptés aux besoins d'un monde motivé par les idéaux d'unité et de justice. La société se verra de plus en plus mise au défi de développer de nouveaux modèles économiques construits sur des convictions telles qu'une compréhension bienveillante de l'expérience partagée, la certitude que les êtres humains vivent en relation les uns avec les autres et la reconnaissance du rôle vital que la famille et la communauté jouent dans le bien-être social. Une telle percée intellectuelle - mettant résolument l'accent sur le côté altruiste plutôt qu'égocentrique - devra s'appuyer fortement sur les sensibilités à la fois spirituelles et scientifiques du genre humain ; des millénaires d'expérience ont préparé les femmes à jouer un rôle crucial dans cet effort commun.

## VI

Envisager une transformation de la société d'une telle ampleur revient à poser à la fois la question du pouvoir qui peut être mobilisé pour l'accomplir et celle qui lui est intimement liée, de l'autorité pour exercer un tel pouvoir. L'intégration accélérée de la planète et de ses peuples exige, entre autres conséquences, une redéfinition urgente de ces deux termes familiers.

Tout au long de l'histoire - et en dépit de démentis d'inspiration théologique ou idéologique - le pouvoir a été le plus souvent interprété comme un privilège dont jouissaient certains individus ou groupes. Souvent, il a en effet simplement été exprimé en termes de moyens à utiliser contre d'autres. Cette interprétation du pouvoir est devenue une partie intégrante de la culture de division et de conflit qui a caractérisé l'espèce humaine depuis quelques millénaires et ce, quelles que soient les orientations sociales, religieuses ou politiques dominantes à une époque ou en un lieu donnés. En général, le pouvoir a été l'apanage d'individus, de factions, de peuples, de classes ou de nations. Il a d'ailleurs été un



attribut plus particulièrement associé à l'homme qu'à la femme. Son principal effet a été de conférer à ses bénéficiaires la capacité d'obtenir, de dépasser, de dominer, de résister, de gagner.

Les processus historiques qui en ont résulté ont été à l'origine aussi bien de revers terribles en matière de bien-être de l'humanité que d'avancées extraordinaires de la civilisation. En apprécier les bénéfices implique d'en reconnaître également les échecs, ainsi que les limites évidentes des schémas comportementaux qui les ont produits. Les habitudes et attitudes liées à l'usage du pouvoir qui ont émergé durant la longue période d'enfance et d'adolescence de l'humanité ont désormais atteint les dernières limites de leur efficacité. Aujourd'hui, dans une ère où les problèmes urgents sont majoritairement mondiaux par nature, persister dans l'idée que « pouvoir » signifie « avantages » pour certaines catégories de la famille humaine constitue une grave erreur théorique et ne présente aucun intérêt pratique pour le développement économique et social de la planète. Ceux qui y adhèrent encore - et qui, en d'autres temps, auraient pu se sentir en confiance dans ce schéma - voient aujourd'hui leurs projets empêtrés dans d'inexplicables frustrations et obstacles. Le pouvoir, dans son expression traditionnelle de rapport de force, est aussi peu capable de répondre aux besoins futurs de l'humanité que les technologies du chemin de fer pourraient l'être pour placer des satellites en orbite autour de la terre.

L'analogie est tout à fait à propos. Son évolution vers l'âge adulte pousse l'espèce humaine à se libérer de conceptions héritées du passé en matière de compréhension et d'exercice du pouvoir. La démonstration de sa capacité à y parvenir réside dans le fait que, même imprégnée de conceptions traditionnelles, l'humanité a toujours été capable de concevoir le pouvoir sous d'autres formes répondant davantage à ses aspirations. L'histoire montre abondamment que - même épisodiquement et de manière plus ou moins maladroite - des personnes de toutes origines, ont su, à travers les âges, puiser en elles toutes sortes de ressources créatives. L'exemple le plus évident est sans doute le pouvoir même de la vérité, un facteur de changement lié, dans les domaines philosophiques, religieux, artistiques et scientifiques, à quelques-unes des plus grandes avancées de l'espèce. La force de caractère représente un autre moyen de susciter une formidable réponse, tout comme l'influence par l'exemple, que ce soit dans la vie des individus ou dans les sociétés humaines. L'ampleur de la force qui sera libérée par l'accomplissement de l'unité a été complètement sous-estimée jusqu'ici. Une influence « si puissante », selon les paroles de Bahá'u'lláh, « qu'elle peut illuminer la terre entière ».

Les institutions de la société seront à même de susciter et de diriger les potentialités latentes dans la conscience des peuples du monde, dans la mesure où l'exercice de l'autorité sera gouverné par des principes en harmonie avec les intérêts en perpétuelle évolution d'une humanité qui mûrit rapidement. On trouve parmi ces principes l'obligation, pour ceux qui détiennent l'autorité, de gagner la confiance, le respect et le soutien sincère de ceux qu'ils aspirent à gouverner ; de consulter, franchement et dans toute la mesure du possible, avec ceux dont les intérêts sont affectés

par les décisions prises ; de s'assurer objectivement des besoins réels et des aspirations des communautés qu'ils servent ; de tirer bénéfice des progrès scientifiques et moraux pour utiliser au mieux les ressources de la communauté, y compris les énergies de ses membres. Il n'est pas de principe plus important pour une autorité effective que de donner la priorité à l'établissement et au maintien de l'unité entre les membres de la société comme entre ceux de ses institutions administratives. Il a déjà été fait mention plus haut de la question étroitement liée de l'engagement à rechercher la justice en toutes circonstances.

Il est évident que ces principes ne pourront opérer que dans une culture fondamentalement démocratique, dans l'esprit comme dans la méthode. Dire cela cependant ne signifie pas souscrire à l'idéologie de l'esprit partisan qui partout a emprunté sans vergogne le nom de la démocratie et qui, en dépit d'importantes contributions passées au progrès humain, se trouve aujourd'hui engluée dans ce cynisme, cette apathie et cette corruption auxquels elle a donné elle-même naissance. Pour choisir ceux qui devront prendre les décisions collectives en son nom, la société n'a nul besoin et ne tire aucun bénéfice de ce théâtre politique de nominations, candidatures, campagnes électorales et démarchage. Dès lors qu'ils sont de mieux en mieux éduqués et convaincus que les programmes qu'on leur propose servent leurs véritables intérêts en matière de développement, tous les peuples sont en mesure d'adopter des procédures électorales qui progressivement affineront la sélection de leurs instances de décisions.

A mesure que s'accélère le mouvement vers l'unification de l'humanité, ceux qui seront ainsi choisis devront envisager toutes leurs actions dans une perspective mondiale. Les élus qui dirigent les affaires humaines, non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle locale, devraient, selon Bahá'u'lláh, se considérer comme responsables du bien-être de l'humanité dans son ensemble.

## VII

Créer une stratégie de développement d'ampleur mondiale qui accélérera l'entrée de l'humanité dans l'âge adulte nous met au défi de restructurer totalement toutes les institutions de la société. C'est à tous les habitants de la planète que ce défi est lancé : à l'ensemble de l'humanité, à tous les niveaux des institutions gouvernementales, aux personnes servant dans les organismes de coordination internationale, aux scientifiques et aux sociologues, à tous ceux dotés de talents artistiques ou ayant accès aux médias et aux dirigeants des organisations non-

gouvernementales. La réponse attendue doit se fonder sur une reconnaissance inconditionnelle de l'unité du genre humain, sur un engagement à établir la justice comme principe organisateur de la société et sur une détermination à exploiter au maximum les possibilités qu'un dialogue systématique entre les génies scientifiques et religieux de l'espèce peuvent apporter à la construction des capacités humaines. Réussir cette entreprise nécessite de repenser radicalement la plupart des concepts et postulats gouvernant actuellement la vie économique et sociale. Il faut également s'attacher à la conviction que, quels que soient la durée du processus et les obstacles rencontrés, les affaires humaines peuvent être conduites de manière à servir les besoins réels de l'humanité.

Pour qu'une telle perspective ne soit pas réduite à un mirage utopique de plus, il faut que l'enfance de l'humanité ait véritablement pris fin et que pointe l'aube de son âge adulte. S'imaginer qu'un effort d'une telle ampleur puisse être accompli par des peuples et nations découragés et antagonistes serait ignorer toute notre sagesse ancestrale. Une telle éventualité devient concevable seulement si – et Bahá'u'lláh affirme que c'est le cas – le cours de l'évolution sociale est parvenu à un de ces tournants décisifs où tous les phénomènes de l'existence sont subitement propulsés dans de nouvelles étapes de leur développement. La profonde conviction qu'une transformation aussi importante est justement en train de s'opérer dans la conscience humaine a inspiré les idées exposées dans cette déclaration. À tous ceux qui y trouvent un écho familier aux aspirations de leur cœur, les paroles de Bahá'u'lláh apportent l'assurance qu'en ce jour sans pareil, Dieu a doté l'humanité de ressources spirituelles à la mesure de ce défi :

« Ô vous, habitants du ciel et la terre ! Vient d'apparaître ce qui n'était jamais apparu.

Voici le jour où Dieu a prodigué aux hommes les plus précieuses faveurs, le jour où sa grâce puissante a imprégné toutes les choses créées. »

Le bouleversement qui ébranle aujourd'hui les affaires humaines est sans précédent et beaucoup de ses conséquences extrêmement destructrices. Des dangers jamais imaginés au cours de l'histoire s'accumulent autour d'une humanité désorientée. La plus grande erreur que la classe dirigeante mondiale pourrait commettre à ce stade serait, toutefois, de laisser cette crise jeter le doute sur l'issue du processus en train de se dérouler. Un monde est en train de disparaître et un autre se débat pour naître. Les habitudes, les attitudes et les institutions qui au cours des siècles se sont accumulées sont soumises à des épreuves aussi nécessaires au développement humain qu'inévitables. Ce qui est demandé aux peuples du monde est un gage de foi et une détermination à se montrer à la hauteur des immenses énergies dont le Créateur de toutes choses a doté ce printemps spirituel du genre humain. Bahá'u'lláh lance cet appel :

« Délibérez dans l'unité, soyez un en pensée. Qu'à chaque soir succède un meilleur matin, que tout lendemain soit plus riche que la veille. Du service et de la vertu découle le mérite de l'homme, et non de l'étalage des biens et des richesses. Prenez soin de purifier vos paroles des chimères et des désirs terrestres, et vos actes de la ruse et de la suspicion. Ne dilapidez pas la richesse de votre vie si précieuse par un attachement mauvais et corrompu, et ne consacrez pas vos forces à promouvoir votre intérêt personnel. Soyez généreux dans l'abondance et patients à l'heure du dénuement. La réussite suit l'adversité et les réjouissances succèdent au malheur. Jeunes ou vieux, importants ou humbles, gardez-vous de l'oisiveté et de la paresse et attachez-vous à ce qui profite à l'humanité. Gardez-vous de semer l'ivraie de la discorde parmi les hommes ou de planter les épines du doute dans les cœurs purs et radieux. »

Source URL : <http://www.bahai.org/documents/bic-opi/prosperity-humankind>

Copyright - Traduction Bureau des affaires extérieures des bahá'ís de France